



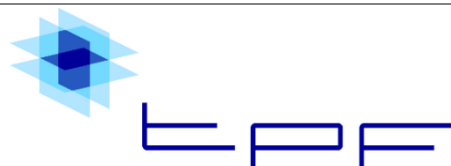
DNSCE

161, chemin de Lestang
31100 TOULOUSE

MAÎTRE D' ŒUVRE

PROJET PHEDRE

CHARTE CHANTIER FAIBLE NUISANCE ENVIRONNEMENTALE



TPF ingénierie

78 chemin des 7 deniers CS70402
31200 TOULOUSE CEDEX 2
Tél: 05 61 57 18 72

IMPACT

55 rue de la Villette
69003, Lyon

INGÉNIERIE



ARCHEA ARCHITECTES

227 Av. de Muret
31300 Toulouse
Tél : 05 62 48 34 34

ARCHITECTE



	EMETTEUR	CODE AFFAIRE	TYPE DE DOCUMENT	INDICE	DATE	NB PAGES
REFERENCE DU DOCUMENT	CJ	BTO220030	Notice	00	17/01/24	27

INDICE	DATE	OBJET	PAGES
00	17/01/24	Création du document	27

REDACTION	VERIFICATION	APPROBATION	DESTINATAIRES
CJ	CJ	CJ	

SOMMAIRE

I -	PREAMBULE	5
II -	ENGAGEMENT	5
III -	ORGANISATION DU CHANTIER	6
III.1 -	PLAN D'INSTALLATION DU CHANTIER	6
III.2 -	REGISTRE DE CHANTIER	6
III.3 -	PROPRETE ET ENTRETIEN DU CHANTIER	6
III.4 -	STATIONNEMENT DES VEHICULES DES PERSONNELS DE CHANTIER	7
III.5 -	ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON	7
IV -	GESTION DES DÉCHETS	7
IV.1 -	REGLEMENTATION	7
IV.2 -	SOGED	8
IV.3 -	ESTIMATION DE LA QUANTITE DE DECHETS	8
IV.4 -	CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE	8
IV.5 -	REDUCTION DE LA QUANTITE ET DU VOLUME DE DECHETS	9
IV.6 -	REDUCTION DE LA DANGEROUSITE DES DECHETS	9
IV.7 -	TRI DES DECHETS	9
IV.7.1 -	CADRE DU TRI	9
IV.7.2 -	OBJECTIFS DE VALORISATION DES DECHETS	10
V -	MAÎTRISE DES NUISANCES	11
V.1 -	QUALITE DE L'EAU ET DES SOLS	11
V.2 -	QUALITE DE L'AIR	12
V.3 -	CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET D'EAU	12
V.4 -	LIMITATION DU BRUIT	13
V.5 -	REUTILISATION DES TERRES EXCAVEES	14
VI -	SENSIBILISATION DES PERSONNELS DU CHANTIER	14
VI.1 -	CAMPAGNE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION	14
VI.2 -	DESIGNATION DES PERSONNES REFERENTES « RESPONSABLE »	14
VII -	REMISE DES DOCUMENTATIONS TECHNIQUES	15
VIII -	APPLICATION DE LA CHARTE	16
IX -	ENGAGEMENT DU SIGNATAIRE	16

X -	ANNEXE : LISTE	17
X.1 -	ANNEXE 1 : EXEMPLE DE BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS	18
X.2 -	ANNEXE 2 : LISTE DES MATERIAUX CONCERNES PAR LE TRI ET PICTOGRAMMES ASSOCIES (IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES DIFFERENTES BENNES QUI SERONT PRESENTES SUR LE CHANTIER)	19
X.3 -	ANNEXE 3: LISTE DES PICTOGRAMMES ASSOCIES AUX PHRASES DE RISQUES	20
X.4 -	ANNEXE 4 : FILIERES LOCALES DE TRAITEMENT DES DECHETS	21
X.5 -	ANNEXE 5 : CLASSIFICATION DES DECHETS DECRET N°2002-540 DU 18 AVRIL 2002	21

I - PREAMBULE

Cette charte s'insère dans la volonté de la D.N.S.C.E. de conduire une démarche environnementale pour la réalisation du projet PHEDRE sur son site de Toulouse.

Un des principaux enjeux qui s'imposent ainsi à l'opération étant de promouvoir une gestion des déchets responsable par :

- création de zones de stockage des containers
- réalisation d'aménagements extérieurs permettant de réduire les nuisances du stockage et de la collecte,

Les objectifs contractuels sont présentés dans ce document, les modalités d'application seront à préciser par les entreprises lors de la phase de préparation et tout au long du chantier.

II - ENGAGEMENT

Chaque entreprise mandataire ou sous-traitante adjudicataire du chantier s'engage par cette charte à :

- limiter les risques et nuisances causés aux travailleurs et aux riverains du chantier,
- limiter tous types de pollutions ayant des effets sur l'environnement ou la santé des personnes,
- limiter la quantité et le volume des déchets produits, assurer leur traçabilité et rechercher leur valorisation,
- sensibiliser et former le personnel à ces objectifs par **désignation d'un référent encadrant responsable**,
- renseigner et remettre en temps voulu (bien avant la mise en œuvre sur chantier) à la maîtrise d'œuvre les documentations techniques et environnementales justifiant de la conformité des produits proposés aux exigences du CCTP,

Chaque entreprise est responsable du comportement de ses fournisseurs sur le chantier, elle devra donc les tenir informés des règles et du fonctionnement à respecter sous peine de se voir infliger les pénalités financières de non- respect de ces règles.

Le contenu de ces engagements ainsi que les prestations associées sont détaillés dans les chapitres qui suivent.

III - ORGANISATION DU CHANTIER

III.1 - PLAN D'INSTALLATION DU CHANTIER

Lors de la préparation du chantier, les différents points suivants doivent être définis et délimités sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC) à fournir par le lot GO :

- la limite de chantier,
- la base vie,
- l'arrivée des énergies et des fluides (avec point d'arrêt et compteur),
- les points de rejets des fluides tels que les eaux usées et les eaux de pluies,
- l'entrée et la sortie des engins et camions,
- pour les engins : la zone de parking, la zone tampon servant de parking temporaire et la zone de manœuvre,
- le parking utilisable pour les véhicules du personnel,
- les zones de stockage des matériaux et produits, des déchets triés et des produits dangereux,
- la zone de traitement des polluants possibles (par exemple pour les laitances de béton),

Ce P.I.C. et tous ces indices doivent être validés par l'ensemble des intervenants sur le site (spécifiquement le bureau d'étude Qualité Environnementale).

Le P.I.C. sera affiché sur le chantier et l'entreprise signalera par écrit au maître d'ouvrage ainsi qu'à la maîtrise d'œuvre toute modification.

III.2 - REGISTRE DE CHANTIER

Le lot gros œuvre aura à sa charge la mise en place d'un **registre de chantier à faibles nuisances**, disponible en salle de réunion et comportant à minima les éléments suivants :

- le plan d'installation chantier,
- le protocole de gestion des déchets, SOGED,
- le suivi du traitement des déchets indiquant le taux de valorisation selon les types de déchets et les bordereaux de suivi des déchets,
- le suivi des consommations : eau, énergie
- les protocoles pour limiter les nuisances (bruit, qualité de l'air, de l'eau) et favoriser la propreté
- le suivi de la remise des livrets d'accueil
- les réclamations des riverains et leur traitement

III.3 - PROPRETE ET ENTRETIEN DU CHANTIER

Pour que le chantier soit le mieux possible accepté du public, celui-ci devra être maintenu propre (absence de déchets au sol, cheminements dégagés, gestion correcte des bennes d'ordures ménagères, respect des zones de stockages dans les limites définies dans le P.I.C, absence de résidu béton au sol, etc.) et les abords du chantier devront être maintenus propres (absence de déchets au sol, absence de traces sur la voie publique, respect de l'état des clôtures).

Les entreprises proposeront des procédés permettant d'atteindre ces objectifs (mise en place de filet de protection sur les bennes contenant des déchets susceptibles de s'envoler, tri des déchets par les corps de métier producteur et nettoyage de la zone de travail en fin de journée avant de quitter le chantier...). La réalisation de réservation en polystyrène est proscrite.

Chaque entreprise devra :

- ramasser et déposer ses déchets tous les soirs dans les bennes prévues à cet effet,

- procéder à un entretien à minima hebdomadaire du chantier et de ses abords.

L'entreprise titulaire du lot gros œuvre aura à sa charge :

- le nettoyage de la voie publique si besoin,
- à la fin de son intervention le nettoyage des voies à l'intérieur du chantier,
- le maintien en bon état de la clôture du chantier,
- la protection des arbres, arbustes conservés par un grillage approprié.

L'installation et l'entretien de sanitaires à destination du personnel sont obligatoires.

III.4 - STATIONNEMENT DES VEHICULES DES PERSONNELS DE CHANTIER

Une réflexion sur l'acheminement du personnel sur le chantier devra être menée par les entreprises titulaires des marchés. Il devra être privilégié l'utilisation du covoiturage.

Le personnel stationnera son véhicule à l'extérieur du site.

III.5 - ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON

Une signalétique claire doit être réalisée et mise en place par l'entreprise du lot gros œuvre, elle indique l'itinéraire d'accès au chantier et les accès livraison.

Les horaires et accès de livraison seront définis pour éviter les heures de pointe ou les heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage et surtout au fonctionnement du site.

IV - GESTION DES DÉCHETS

IV.1 - REGLEMENTATION

Conformément à l'article L541-2 du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (loi du 15 juillet 1975), **la gestion des déchets du BTP est de la responsabilité de ceux qui les produisent ou les détiennent.**

La loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la valorisation des matériaux oblige à valoriser les déchets au mieux des filières disponibles localement. **Le recyclage de tous les déchets est donc obligatoire chaque fois que les filières sont disponibles.**

Le décret du 13 juillet 1994 relative à la **valorisation des déchets d'emballage**, oblige tout producteur de déchets d'emballage de plus de 1100 litres par semaine à la valorisation (interdiction d'utiliser la collecte de la commune).

La recommandation n° T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantier du bâtiment est intégrée aux pièces du présent marché, entre autre **il est demandé aux entreprises de fournir lot par lot les estimatifs des déchets produits, du mode d'élimination et le cout correspondant, la demande d'intégrer une gestion globale des déchets sur le chantier et la mise en place d'un suivi par le maître d'œuvre sur le chantier du suivi des déchets (bordereaux, fiche de pesée, etc.).**

Les autres règlements généraux sur laquelle s'appuie le présent document sont les suivants :

- Code de la Santé Publique,
- Code du Travail,
- Code de la Sécurité Sociale,
- Circulaire du 9 Août 1978 relative à la révision du règlement sanitaire départemental, et particulièrement les articles :
 - o 99.7 concernant les abords du chantier,
 - o 96 concernant la protection des lieux publics contre la poussière ;
- Décret 65-408 du 18 Avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,
- Arrêté du 11 Avril 1972 concernant la limitation des émissions sonores des matériels et engins de chantier,

- Décret 77-254 du 8 Mars 1977,
- Décret 79-981 du 21 Novembre 1979,

Cette présente liste n'est donnée qu'à titre d'information. Elle n'est pas exhaustive et il convient donc à l'entreprise de vérifier la dernière réglementation en vigueur.

IV.2 - SOGED

Avant démarrage des travaux l'entreprise fournira son **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)**

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (Maître d'Ouvrage, entreprise, Maître d'Œuvre,...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- le tri sur le site des différents déchets de chantier,
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc...),
- les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre et du coordinateur environnemental quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

IV.3 - ESTIMATION DE LA QUANTITE DE DECHETS

En phase préparation de chantier chaque entreprise doit réaliser une estimation des quantités de déchets produits par son chantier pour chaque typologie de déchets. Cette estimation doit être remise à la Maîtrise d'œuvre et d'Ouvrage avant le démarrage des travaux de construction.

Une trame à remplir sera fournie par le Maître d'œuvre.

IV.4 - CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

Le responsable environnement encadrant sera désigné au démarrage du chantier au sein de l'équipe du lot GO en charge des installations générales de chantier et du compte prorata,

Il organisera l'information des riverains par l'affichage d'une information sur la démarche HQE du chantier et l'organisation du tri des déchets et la sensibilisation des ouvriers et encadrants des autres entreprises tout au long du chantier.

Il établira le schéma d'organisation et gestion de l'élimination des déchets (**SOGED**) général. Ce dernier sera validé par la Maîtrise d'œuvre, avant transmission aux entreprises.

Il effectuera le contrôle des engagements :

- Propreté du chantier
- Exécution correcte des procédures de livraison
- Exécution correcte du tri des déchets
- Non dépassement des niveaux sonores

Il effectuera les bordereaux de suivi des déchets et leur recollement conformément au CCAP et les transmettra avec le bilan au Maître d'œuvre.

IV.5 - REDUCTION DE LA QUANTITE ET DU VOLUME DE DECHETS

Les choix des solutions techniques de mise en œuvre ainsi que des produits, doivent faire l'objet d'une réflexion dès la phase de préparation de chantier. Chaque corps de métier doit penser à de nouveaux procédés permettant de produire moins de déchets.

Les entreprises s'organiseront pour limiter la production de déchets à la source, par exemple, par les actions suivantes :

- choix des procédés et précisions des réservations (afin d'éviter notamment les repiquages)
- calepinage et quantification des matériaux pour limiter les découpes
- réduction des emballages
- approvisionnements régulés des matériaux et entreposage à l'écart pour limiter la casse au stockage
- livraison sur palettes et conteneurs consignés
- recyclage sur place de certains déchets (avec accord de la maîtrise d'œuvre).

L'entreprise qui a à sa charge l'isolant en façade, devra présenter un plan de calepinage de l'isolant afin de réduire en amont le volume de déchets.

Les réservations ne seront pas réalisées en polystyrène, il sera privilégié l'utilisation de boîte en polypropylène alvéolaire.

Pour les cloisons en plâtre, l'entreprise étudiera la possibilité de trier les déchets séparément et de prévoir un recyclage dans la chaîne de fabrication.

IV.6 - REDUCTION DE LA DANGEROSITE DES DECHETS

Dans le cadre de la démarche environnementale, le recours à des produits potentiellement dangereux et/ou polluants doit être réduit au strict minimum (choix de produits à faibles teneurs en COV, interdiction de produits étiquetés Xn, T ou N, etc.).





IV.7 - TRI DES DECHETS

IV.7.1 - CADRE DU TRI

Les règles définitives du tri des déchets seront validées avec l'ensemble des acteurs lors de la préparation du chantier, en respectant le cadre décrit ci-dessous :

- la gestion du tri en aval du travail de chaque entreprise, l'évacuation, le transport, la location des bennes, la main d'œuvre et les coûts divers sont à charge d'un compte prorata géré par le lot gros œuvre qui détaillera dans une note la méthode employée qui sera communiquée à l'ensemble des lots.
- chaque entreprise doit trier ses propres déchets sur son lieu de travail et les transporter quotidiennement dans les bennes de tri sélectif disposées sur le chantier. Aucun amas de déchets ne doit être présent sur le chantier en soirée après le départ des entreprises.
- les contenants seront au minimum les suivants :
 - déchets industriels banals (DIB)
 - déchets industriels spéciaux (DIS) ou dangereux (DD) : benne couverte pour être efficacement protégée de la pluie, étanche
 - déchets inertes (DI)
 - déchets Ferraille
 - poubelles pour déchets ménagers des repas du personnel
- le tri plus approfondi des déchets industriels banals en déchets valorisables (bois, palette, plastique, plâtre, cartons...) et en déchets non valorisables sera :
 - soit réalisé sur place avec la mise en place de contenants appropriés
 - soit réalisé par une plateforme de tri performante à proximité

- pour chaque type de déchets, des filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale, une liste est proposée en annexe
- les bennes seront clairement identifiées grâce à la mise en place par le lot gros œuvre de pictogrammes adossés à chaque benne (pictogramme indiqués en annexe de ce document, accrochage de type aimant ou crochets).
- afin d'optimiser au maximum le coût de cette démarche, la nature (conteneurs, big bag, bac roulant à couvercle...), le nombre et le volume des contenants pourra varier en fonction des phases d'avancement du chantier selon l'évaluation du gestionnaire du compte prorata après validation de la maîtrise d'œuvre.
- les démarches de reprise par les fabricants de chutes pour les réintégrer dans les cycles de fabrication seront recherchées (faux plafonds, plâtre, revêtements de sol, ...)
- il est interdit de brûler des déchets sur site, d'enfouir ou utiliser en remblais les déchets banals et dangereux
- certains déchets dangereux ne doivent pas être mélangés entre eux :

	 Je flambe	 Je fais flamber	 J'explose	 Je ronge	 Je tue	 J'altère la santé ou la couche d'ozone
	+	X	X	X	X	+
	X	+	X	X	X	O
	X	X	+	X	X	X
	X	X	X	O	X	X
	X	X	X	X	+	+
	+	O	X	X	+	+

+ compatibles
 X incompatibles
 O compatibles sous conditions particulières

Les prestataires de transport et de traitement des déchets seront proposés par l'entreprise titulaire du compte prorata, et soumis à validation de la maîtrise d'œuvre. La fourniture des agréments de transport et de traitement des déchets, ainsi que les taux de valorisation des filières proposées, seront des critères de validation de ces filières.

IV.7.2 - OBJECTIFS DE VALORISATION DES DECHETS

Il est rappelé que la valorisation des déchets peut être une **valorisation matière** (recyclage, réemploi ou réutilisation) ou énergétique (incinération avec récupération d'énergie).

Ainsi, ne sont pas de la valorisation:

- l'incinération sans récupération d'énergie
- le stockage en décharge (de classe 2 ou 3 selon les typologies de déchets).

Traçabilité

L'entreprise doit assurer la traçabilité de 100% des déchets produits (réglementés et non réglementés). Les bordereaux de suivi des déchets devront donc être fournis à la maîtrise d'œuvre ainsi qu'à la maîtrise d'ouvrage. De plus les BSD seront rangés dans le classeur prévu à cet effet sur le chantier.

Suivi

Le **Responsable Chantier vert** et gestionnaire du compte prorata assurera le suivi des déchets et précisera pour chaque chargement de déchets les informations suivantes par type de déchets :

- la date,
- la quantité de déchets,
- le coût de l'élimination,
- le destinataire final (nom, adresse),
- le mode d'élimination (réutilisation, recyclage, décharge, valorisation matière, valorisation énergétique...)
- le taux de valorisation

Le Responsable Chantier vert est chargé de vérifier au quotidien le bon respect de ces exigences par les Responsables Environnement de chaque entreprise. Il effectue le cas échéant ou sur demande de la Maîtrise d'œuvre, les rappels à l'ordre nécessaires et conduit si besoin des réunions de chantier spécifiques à la gestion des déchets.

Exemple de tableau de suivi qui sera communiqué par la Maîtrise d'Œuvre :

Suivi des déchets																	
M O I S / A N N E E	N° B S D	QUANTITE DE DECHETS EN TONNE										COUT (EN €)	DESTINATION FINALE		MODE DE TRAITEMENT	TAUX DE VALORISATION	
		DIB					F E R R A V A L L E	D I S	O M	AUTRES	N O M		A D R E S S E	M A T I E R E		E N E R G I E	
		P L A T R E	C A R T O N	P L A S T I Q U E	P A P I E R	B O I S											

V - MAÎTRISE DES NUISANCES

V.1 - QUALITE DE L'EAU ET DES SOLS

Rejet dans le réseau :

Aucun produit autre que l'eau ne sera rejetée dans le sol ou dans les égouts. Il s'agit par exemple des eaux de laitance de béton, des eaux de rinçage chargées en matière en suspension, des eaux chargées en huiles ou lubrifiants ou produits dangereux (voir liste en annexe), etc.

Les laitances de béton seront collectées dans un bac muni de géotextile puis récupérées et les résidus solides seront évacués en déchets inertes après décantation avec réutilisation des eaux pour le lavage des bennes par exemple. Les eaux de lavage et de décantation ne seront pas déversées au sol. Ce point est à la charge du lot gros œuvre.

Aucune vidange de matériel n'est autorisée sur le site.

Stockage des produits dangereux :

Les produits dangereux (voir annexe de ce document) seront stockés conformément aux préconisations des Fiches de Données de Sécurité, et **seront maintenus à l'abri dans un local clos et couvert, correctement ventilé, avec l'aménagement d'une aire étanche au sol et la mise en place sous lesdits stockages de dispositifs de récupération des effluents accidentels** pour leur élimination comme déchets (les volumes de rétentions sont définis dans l'article 10 de l'arrêté du 2 février 1998). L'installation devra être validée par la maîtrise d'œuvre avant mise en service.

Le plan des installations à fournir par l'entreprise fera apparaître cette aire de stockage des produits dangereux.

Si la présence d'une cuve de carburant est nécessaire sur le chantier, la rétention devra être suffisante (et/ou présence d'une cuve à double peau) et l'aire de stockage sera couverte.

Les **huiles de décoffrage** seront « pur végétal » et bénéficieront du meilleur classement SYNAD, hors période hivernale, le classement sera de 4/4 gouttes biodégradabilité et COV. Si l'huile utilisée pour les bétons de haute qualité de parement déroge à cette exigence, elle devra être soumise à validation avant utilisation. Les huiles de décoffrage devront être stockées sur rétention suffisante et dans un local fermé (qui ne prend pas la pluie).

Rejets accidentels :

L'entreprise titulaire du lot GO devra maintenir à disposition sur le chantier pendant toute sa durée un kit de dépollution et une bâche étanche mobile en bon état à proximité des lieux de travail (traitement des déversements accidentels). Le Responsable « Chantier à faibles nuisances » et les Responsables « environnement » des entreprises seront formés à son utilisation.

Les sols souillés ou les eaux polluées seront évacués vers un centre de traitement agréé.

Une fiche de « dommage » environnement devra être remplie à chaque fois qu'une pollution accidentelle aura eu lieu.

V.2 - QUALITE DE L'AIR

Circulation

- La vitesse des véhicules sur le chantier est limitée.
- L'arrosage des sols devra être prévu lorsque le temps est sec, pour limiter la poussière dans l'atmosphère.
- Le réglage régulier de la carburation des engins de chantier est demandé.

Produits

- Aucun brûlage de matériaux n'est autorisé sur le site.
- L'usage de matériaux pulvérulents est interdit lors de vents forts. Il est interdit de réaliser des réservations avec des produits légers pour éviter la dispersion dans l'atmosphère lors de l'opération de retrait.
- Les découpages sur le chantier seront évités ou pratiqués dans un local fermé et les déchets balayés rapidement pour éviter leur propagation.
- Les bennes à déchets légers seront équipées de filets pour éviter l'envol des déchets.

V.3 - CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET D'EAU

L'eau et l'énergie seront utilisées de manière contrôlée et rationnelle sur le chantier, le coût étant à la charge des entreprises et réparti dans le compte prorata.

Suivi

Le lot gros œuvre mensuellement à la maîtrise d'œuvre **un bilan actualisé mois après mois des relevés de compteur d'eau et d'électricité.**

Suivi des consommations		
Mois / année	consommation eau (m3)	consommation électricité (kWh)
TOTAL		

Gestion de l'eau

Lorsqu'une fuite d'eau est détectée celle-ci doit être réparée immédiatement.

Les équipements sanitaires des cantonnements sont hydro-économes (chasses d'eau et robinetteries). Il est préconisé l'utilisation de boutons poussoirs pour les robinets.

Gestion de l'énergie

Les cantonnements sont pourvus d'installations climatiques équipées d'un programmeur d'intermittence. Des dispositifs d'économies d'énergie sont prévus pour l'éclairage des cantonnements (détection de présence) et du chantier (extinction automatique avec relance).

V.4 - LIMITATION DU BRUIT

L'entreprise s'engage à respecter les niveaux de bruits inscrits dans la réglementation du travail.

Le chantier sera organisé pour respecter les dispositions de la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

Le matériel de chantier :

Les matériels de chantier et engins de terrassement utilisés seront conformes à la réglementation en vigueur : arrêtés du 12 mai 1997 (ou arrêtés du 2 janvier 1986 et du 18 septembre 1987 pour les matériels mis sur le marché avant l'entrée en vigueur de ces textes).

Les matériels seront conformes à la réglementation européenne (directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des états membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10m de l'engin ou de l'outil.

Niveau acoustique en limite de chantier :

La réglementation du 18 avril 1995 - décret 95-408 est applicable et le suivi en est assuré par la police municipale. Cette réglementation prévoit des valeurs limites d'émergence de 5 décibels A en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dB(A) en période nocturne (de 22 heures à 7 heures).

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 85dB (A).

Pour répondre aux points ci-dessus, les entreprises utiliseront les moyens suivants :

- utilisation de banches de coffrages à systèmes de serrage ne nécessitant pas l'usage du marteau pour leur fermeture.
- réservations bien positionnées évitant de percer le béton et proscription des reprises sur les ouvrages (les plans complets et détaillés de réservations doivent être transmis lors de la préparation de chantier à cet effet)
- matériels électriques en remplacement des matériels pneumatiques,
- coupure des moteurs des engins et équipements dès qu'ils ne sont plus utilisés,

- chaque entreprise devra mettre à disposition du personnel présent sur le chantier des protections auditives adaptées, et sensibiliser le personnel à leur usage.

Cette liste de mesures est non exhaustive et sera à valider lors de la phase de préparation de chantier.

Un suivi des niveaux de bruit sera réalisé.

Il pourra être exigé que les travaux bruyants soient réalisés à une certaine période de la journée en consultation avec le Maître d'Ouvrage.

CONTROLE DES NIVEAUX DE BRUIT :

Une stratégie de limitation du bruit sera déterminée pendant la phase de préparation du chantier pour répondre à l'objectif visé. Cette stratégie sera validée par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et l'équipe AMO.

Les niveaux sonores des matériels, engins et techniques de construction et déconstruction seront évalués et localisés sur un plan de chantier tenant compte des points sensibles environnants.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que :

- **Des contrôles des niveaux de bruit par sonomètre sont imposés à l'entreprise durant le chantier, avec une fréquence mensuelle.** Ces mesures acoustiques ponctuelles seront à planifier en fonction des travaux et notamment des périodes les plus bruyantes.
- Les sanctions fixées par le CCAP ou par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage peuvent être prises à l'encontre de l'entreprise, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.

V.5 - REUTILISATION DES TERRES EXCAVEES

Des dispositions seront prises pour réutiliser les terres excavées lors des terrassements et éviter ainsi leur évacuation hors du chantier.

VI - SENSIBILISATION DES PERSONNELS DU CHANTIER

VI.1 - CAMPAGNE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

En début de chantier, une affiche " chantier vert " et " un livret d'accueil " seront élaborés par l'entreprise avec la collaboration de la maîtrise d'œuvre. L'affiche devra être reproduite en 3 exemplaires et plastifiée par **le lot Gros Œuvre**, puis affichée en vue sur le chantier. Le livret devra être distribué par chaque entreprise à chacun de ses ouvriers intervenant sur le chantier. Les récépissés de diffusion seront rangés dans le registre de chantier.

- Les entreprises devront permettre à leurs employés de participer aux réunions de sensibilisation au tri des déchets qui pourront être mises en place sur le chantier.
- Toute nouvelle entreprise et tout nouveau sous-traitant arrivant sur le chantier devront être informés des prescriptions mises en place et s'engager à les respecter.
- La maîtrise d'œuvre évaluera régulièrement le respect de la charte sur chantier.

VI.2 - DESIGNATION DES PERSONNES REFERENTES « RESPONSABLE »

- Un responsable «chantier à faibles nuisances» sera désigné au sein de chaque lot en début de chantier. Il sera responsable, pour l'ensemble des entreprises intervenant dans le lot, des

engagements contenus dans la présente charte de chantier à faibles nuisances et de l'information auprès des ouvriers et autres intervenants des dites entreprises. Les responsables désignés devront être présents sur le chantier pendant toute la durée de son intervention.

- L'entreprise GO responsable du compte prorata joue un rôle prépondérant dans la gestion des déchets, **le responsable chantier vert** désigné devra être présent jusqu'à la livraison du bâtiment ou à défaut il pourra être envisagé, après validation de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre, de transmettre le suivi des engagements de cette charte à un corps d'état de second œuvre qui sera présent jusqu'à la fin du chantier.

MISSION DU RESPONSABLE DU CHANTIER VERT :

Sa mission débutera à la phase préparatoire et ne se terminera qu'après repli des installations de chantier. Les objectifs de sa mission sont les suivants :

- Faire remonter les informations périodiquement à la maîtrise d'Ouvrage/œuvre.
- Etablir un plan de circulation et de gestion des déchets ;
- Organiser l'information à donner aux riverains en cours de chantier, et pendant la phase de préparation des travaux ; à ce titre, si des réunions d'information doivent se tenir avec les riverains, le responsable du chantier devra être présent ;
- Veiller à la diffusion de la charte de chantier vert produite par la maîtrise d'ouvrage ainsi qu'à son respect par les intervenants ;
- Sensibiliser et former le personnel sur les thèmes suivants :
 - o Présentation du chantier et de ses spécificités, notamment sur les objectifs de réduction des nuisances détaillés dans le présent document ;
 - o Plan de circulation et de stationnement des véhicules, propreté du chantier, poussières, boues ;
 - o Traitement adapté des déchets, en définissant clairement la classification et les règles de tri ;
 - o Nuisances sonores (planification des activités bruyantes, équipements de protection pour les personnels, utilisation de talkies-walkies pour communiquer à distance, etc.) ;
- Contrôler que le tri sélectif des déchets est bien réalisé conformément à la charte, et assurer le suivi de la gestion des déchets ; à ce titre, il collectera tous les bordereaux de suivi des déchets et autres bons d'enlèvement périodiquement et les archivera dans un classeur mis à disposition de tous sur le chantier ; Une copie des Bordereaux de suivi des déchets devra être transmis à la maîtrise d'ouvrage/œuvre.

VII - REMISE DES DOCUMENTATIONS TECHNIQUES

En phase de préparation de chantier chaque entreprise devra remettre un mémoire relatif à la gestion du chantier à faibles nuisances conformément aux exigences explicitées dans la présente charte :

- le nom de son responsable «chantier à faibles nuisances»
- une réflexion sur la réduction de la quantité et du volume de déchets,
- le protocole envisagé pour la gestion des déchets,
- une estimation du volume de déchets produit par son chantier par typologie de déchets,
- les dispositions prises pour limiter les nuisances acoustiques pour les riverains et les nuisances relatives à la qualité de l'air et de l'eau
- le plan de déplacement de l'entreprise pour ce chantier.

En début de chantier, la maîtrise d'œuvre remettra à chaque entreprise un bordereau d'agrément de fournitures.

- Chaque entreprise s'engage à remettre avant la date convenue ce bordereau complété ainsi que toutes les documentations techniques et tous les justificatifs qui y seront demandés.
- Chaque entreprise s'engage également, dans le cas où un produit proposé ne serait pas conforme, à faire une nouvelle proposition en renvoyant une nouvelle version du bordereau complété.

VIII - APPLICATION DE LA CHARTE

- En tant que pièce contractuelle du marché de travaux, cette charte vaut engagement pour l'ensemble des entreprises. Elle s'applique à toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.
- En aucun cas cette charte ne se substitue à la réglementation en vigueur qui prévaut sur la tenue, l'organisation et les règles de sécurité à tenir sur les chantiers.
- En cas de non-respect des exigences précisées dans la charte, les entreprises s'engagent dans un premier temps à mener une action correctrice immédiate et à leurs frais.
- **Si l'action correctrice n'est pas engagée ou en cas de manquements répétitifs, les pénalités prévues au CCAP seront appliquées.**

IX - ENGAGEMENT DU SIGNATAIRE

Chaque signataire de la présente charte a reçu un exemplaire avec les annexes et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour observer ces prescriptions.

A.....

Le

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé", signature(s) et cachets de l'(des) entrepreneur(s)

Le mandataire du maître d'ouvrage

Le titulaire (le représentant de l'entreprise)

Le responsable chantier vert de l'entreprise

X - ANNEXE : LISTE

- Bordereau de suivi des déchets de chantier de bâtiment et de travaux publics.
- Liste des matériaux concernés par le tri et pictogrammes associés.
- Liste des pictogrammes associés aux phrases de risques.
- Liste des filières locales de traitement des déchets
- Classification des déchets.

X.1 - ANNEXE 1 : EXEMPLE DE BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

Déchets banals et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise : Tél : fax : Responsable :	Nom du chantier : Adresse : Lieu : Tél : fax : Responsable :
--	--

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Tél : fax : Responsable :	Date : Cachet et visa :
---	----------------------------

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2 <input type="checkbox"/> Valorisation				
	matière <input type="checkbox"/> Centre de transfert <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3 <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)				
	Autre.....				
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	capaci tée	Taux de remplissage
.....	1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
.....	Cachet et visa :
.....

4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

Nom de l'éliminateur :	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date :
.....		Cachet et visa :
.....		
.....	U	Quantité reçue	
.....	

Qualité du déchet:	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais
	<input type="checkbox"/> Refus de la benne à Motif

Bordereau comprenant 4 exemplaires : *remplir un bordereau par conteneur*

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment compléter à l'entreprise

**X.2 - ANNEXE 2 : LISTE DES MATERIAUX CONCERNES PAR LE TRI ET PICTOGRAMMES ASSOCIES
(IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES DIFFERENTES BENNES QUI SERONT PRESENTES
SUR LE CHANTIER)**

Pour télécharger les pictos: <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/pictos-dechets.html>



Élaborés par la FFB, ces pictogrammes sont téléchargeables sur le site www.dechets-chantier.ffbatiment.fr

X.3 - ANNEXE 3: LISTE DES PICTOGRAMMES ASSOCIES AUX PHRASES DE RISQUES

<p>J'EXPLOSE</p>  <ul style="list-style-type: none"> - Je peux exploser, suivant le cas, au contact d'une flamme, d'une étincelle, d'électricité statique, sous l'effet de la chaleur, d'un choc, de frottements... 	<p>JE FLAMBE</p>  <ul style="list-style-type: none"> - Je peux m'enflammer, suivant le cas, au contact d'une flamme, d'une étincelle, d'électricité statique, sous l'effet de la chaleur, de frottements, au contact de l'air ou au contact de l'eau si je dégage des gaz inflammables. 	<p>JE RONGE</p>  <ul style="list-style-type: none"> - Je peux attaquer ou détruire les métaux. - Je ronge la peau et/ou les yeux en cas de contact ou de projection.
<p>JE FAIS FLAMBER</p>  <ul style="list-style-type: none"> - Je peux provoquer ou aggraver un incendie, ou même provoquer une explosion en présence de produits inflammables. 	<p>JE SUIS SOUS PRESSION</p>  <ul style="list-style-type: none"> - Je peux exploser sous l'effet de la chaleur (gaz comprimés, gaz liquéfiés, gaz dissous). - Je peux causer des brûlures ou blessures liées au froid (gaz liquéfiés réfrigérés). 	<p>JE POLLUE</p>  <ul style="list-style-type: none"> - Je provoque des effets néfastes sur les organismes du milieu aquatique (poissons, crustacés, algues, autres plantes aquatiques...).
<p>JE TUE</p>  <ul style="list-style-type: none"> - J'empoisonne rapidement, même à faible dose. 	<p>JE NUIS GRAVEMENT À LA SANTÉ</p>  <ul style="list-style-type: none"> - Je peux provoquer le cancer. - Je peux modifier l'ADN. - Je peux nuire à la fertilité ou au fœtus. - Je peux altérer le fonctionnement de certains organes. - Je peux être mortel en cas d'ingestion puis de pénétration dans les voies respiratoires. - Je peux provoquer des allergies respiratoires (asthme par exemple). <p>J'ALTÈRE LA SANTÉ OU LA COUCHE D'OZONE</p>  <ul style="list-style-type: none"> - J'empoisonne à forte dose. - J'irrite la peau, les yeux et/ou les voies respiratoires. - Je peux provoquer des allergies cutanées (eczéma par exemple). - Je peux provoquer somnolence ou vertiges. - Je détruis l'ozone dans la haute atmosphère. 	

X.4 - ANNEXE 4 : FILIERES LOCALES DE TRAITEMENT DES DECHETS

Les filières de transport et de traitement des déchets sont disponibles sur :

- Le site de la FFB : <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>

X.5 - ANNEXE 5 : CLASSIFICATION DES DECHETS DECRET N°2002-540 DU 18 AVRIL 2002

INERTES

Les déchets actuellement considérés comme inertes en France et stockés comme tels sont des déchets suivants :

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
17 01 01	Béton (armé ou non) ⁽¹⁾	Stockage en classe III, recyclage, Remblaiement autorisé
17 01 02	Briques ⁽¹⁾	Stockage en classe III, recyclage, Remblaiement autorisé
17 01 03	Tuiles et céramiques ⁽¹⁾	Stockage en classe III, recyclage, Remblaiement autorisé
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 ⁽¹⁾	Stockage en classe III, recyclage, Remblaiement autorisé
17 02 02	Verre	Recyclage, stockage en classe III
17 03 02	Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01	Stockage en classe III, recyclage, Remblaiement autorisé
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	Stockage en classe III, recyclage Remblaiement autorisé
17 05 06	Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05	Stockage en classe III (boues pelletables), réutilisation, remblaiement autorisé
17 05 08	Ballasts de voie autre que ceux visés à la rubrique 17 05 07	Stockage en classe III, réutilisation ou recyclage, Remblaiement autorisé
17 06 04	Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03	Stockage en classe III ou recyclage

⁽¹⁾ Ces matériaux sont considérés comme inertes s'ils comportent une part insignifiante d'enduit de plâtre, de peintures (sans plomb), de papiers peints, de colle et de produits d'accrochage des revêtements muraux et de sols, de colles amiantées (d'après le guide technique relatif aux installations de stockage et de déblais des inertes, avril 2001).

Depuis 2002, seuls les déchets inertes non valorisables devraient être acceptés dans les décharges d'inertes de classe III et en remblaiement de carrières et autres sites. Le recyclage sous forme de granulats devrait donc être amené à se développer sous réserve de conditions techniques et économiques acceptables.

Attention ! Seuls les enrobés sans goudron sont admis en CET III ou sur plate-forme de recyclage. Les enrobés avec goudron sont des déchets dangereux (§ 2.4) et ne sont pas admis en CET III.

DÉCHETS SPÉCIFIQUES DE TYPE F, STOCKÉS EN ALVÉOLE SPÉCIFIQUE MONO MATÉRIAUX, DANS UN CENTRE DE STOCKAGE D'INERTES

Il est prévu aussi le stockage dans des conditions spécifiques (en alvéole monomatériau) de matériaux minéraux assimilés aux inertes pour leur condition de stockage. Ce sont l'amiante-ciment et les déchets de plâtre (carreaux de plâtre, cloisons, doublages,...).

L'acceptation des déchets de ce type (scénario de type F) est actuellement en discussion au sein de la Commission Européenne.

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
17 06 05	Matériaux de construction contenant de	Stockage en classe III en alvéole spécifique ou CET II
17 08 02	Matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01	Stockage en classe III en alvéole spécifique ou recyclage

⁽²⁾ Plâtre en enduit, plâtre en stuc, déchets de plaques de plâtre plus laine minérale (d'après le guide technique relatif aux installations de stockage et de déblais des inertes, avril 2001).

DÉCHETS BANALS (DIB) OU DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (DMA)

Ces déchets dits banals car ils ne sont ni inertes ni dangereux sont qualifiés aussi " d'assimilés aux déchets ménagers " car ils peuvent être traités dans les mêmes filières et avec les mêmes moyens que les déchets ménagers.

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
03 01 05	Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04	Incinération DMA avec valorisation énergétique, chaufferie, recyclage, compost, CET II
03 02 99	Produits de protection du bois non spécifiés ailleurs	Unité de traitement spécialisée, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 01 12	Déchets de peintures et vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 01 14	Boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 01 16	Boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 01 18	Déchets provenant du décapage de peintures autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 01 20	Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 04 10	Déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique

Code de nomenclatur	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
08 04 12	Boues de colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 11	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 04 14	Boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
08 04 16	Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
15 02 03	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02	Stockage en classe II, incinération DMA avec valorisation énergétique
16 06 04	Piles alcalines (autres que rubrique 16 06 03)	Recyclage, incinération DMA avec valorisation énergétique
16 06 05	Autres piles et accumulateurs	Recyclage, incinération DMA avec valorisation énergétique
17 02 01	Bois	Stockage en classe II ou incinération avec valorisation énergétique, chaufferie
17 02 03	Matières plastiques	Stockage en classe II, recyclage, incinération DMA avec valorisation énergétique
17 04 01	Cuivre, bronze, laiton	Recyclage
17 04 02	Aluminium	Recyclage
17 04 03	Plomb	Recyclage
17 04 05	Fer et acier	Recyclage
17 04 06	Étain	Recyclage
17 04 07	Métaux en mélange	Recyclage
17 04 11	Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10	Recyclage, stockage CET II
17 06 04	Matériaux d'isolation (origine non minérale) autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03	Stockage CET II, incinération DMA avec valorisation énergétique
17 06 05	Matériaux de construction contenant de l'amiante avec liant autre que minéral (ex : vinyl-amiante)	Stockage CET II
17 08 02	Matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01 (3)	Stockage CET II, recyclage
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02, 17 09 03	Stockage en classe II ou, recyclage et stockage en classe III après tri

(3) déchets de doublage plâtre + polystyrène expansé, déchets de faux plafonds plâtre + lattis bois, déchets de faux plafonds plâtre + filasse (d'après le guide technique relatif aux installations de stockage de déblais et déchets inertes, avril 2001).

Les déchets dont le recyclage est bien organisé sont les métaux (aluminium, cuivre, fer, acier, étain, zinc, ...), le verre et certains plastiques.

Attention ! Les bois bruts ou traités avec des produits ne contenant pas de métaux lourds ni de créosotes, sont considérés comme des déchets banals alors que les autres types de bois traités sont des déchets nécessitant des modes d'élimination spécifiques.

Les colles, mastics, peintures et vernis sans solvant entrent dans la catégorie des DMA alors qu'avec solvant ce sont des déchets dangereux.

LES EMBALLAGES NON SOUILLÉS PAR DES DÉCHETS DANGEREUX

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
15 01 01	Emballages en : papier, carton	Stockage interdit (sauf productions < 1 100 l/s et collectées avec les OM), recyclage ou incinération DMA en centre de valorisation énergétique
15 01 02	matières, plastiques	
15 01 03	bois	
15 01 04	métalliques	
15 01 05	composites	
15 01 06	Mélange	
15 01 07	verre	

Seuls les emballages non souillés et triés en différentes catégories peuvent être recyclés. Les emballages ayant contenu des déchets dangereux sont à traiter par les filières pour déchets dangereux.

DECHETS DANGEREUX

Ces déchets contiennent des éléments polluants pour l'environnement ou nocifs pour la santé humaine (caractère toxique, nocif, corrosif, cancérigène....) ou dangereux (explosif, comburant, facilement inflammable....).

Les déchets de chantier pouvant être classés en déchets dangereux sont par exemple les bois traités avec des sels de métaux lourds, des créosotes ou des solutions organiques ou organochlorées ; les peintures, vernis, colles, contenant des solvants organiques ; les solvants ; les récipients ayant contenu ces substances ; l'amiante friable ...cf tableau ci-dessous.

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
08 01 11	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 01 13	Boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 01 15	Boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 01 17	Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
08 01 19	Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 01 21	Déchets de décapants de peintures ou vernis	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 04 09	Déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 04 11	Boues de colles et mastic contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 04 13	Boues aqueuses contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
08 04 15	Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
03 01 04	Sciure de bois, copeaux, chutes de bois, panneaux de particules et placages contenant des substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
03 02 01	Composés organiques non halogénés de protection du bois	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
03 02 02	Composés organochlorés de protection du bois	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
03 02 03	Composés organométalliques de protection du bois	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
03 02 04	Composés inorganiques de protection du bois	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
03 02 05	Autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
15 01 10	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
15 01 11	Emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple amiante), y compris des conteneurs à pression vides	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée
15 02 02	Absorbants, matériaux filtrants (y compris à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Stockage CET I ⁽⁴⁾ , incinération DIS, unité de traitement spécialisée
16 02 09	Transformateurs et accumulateurs contenant des PCB	Unité de traitement spécialisée
16 02 11	Equipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC	Unité de traitement spécialisée
16 02 12	Equipements mis au rebut contenant de l'amiante libre	Unité de traitement spécialisée, stockage CET I ⁽⁴⁾
16 06 01	Accumulateurs au plomb	Unité de traitement spécialisée
16 06 03	Accumulateurs Ni-Cd	Unité de traitement spécialisée

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
16 07 08	Déchets contenant des hydrocarbures	Unité de traitement spécialisée
16 07 09	Déchets contenant d'autres substances dangereuses	Unité de traitement spécialisée
17 01 06	Mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses	Stockage en CET I ⁽⁴⁾
17 02 04	Bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances	Stockage en CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée, incinération DIS
17 03 01	Mélanges bitumineux contenant du goudron	Stockage en CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée, incinération DIS
17 03 03	Goudron et produits goudronnés	Stockage en CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée, incinération DIS
17 04 09	Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses	Stockage en CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée, incinération DIS
17 04 10	Câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses	Stockage en CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée, incinération DIS
17 05 05	Boues de dragage contenant des substances dangereuses	Stockage en CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée, incinération DIS
17 06 01	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante	Stockage en CET I ⁽⁴⁾ , unité de traitement spécialisée
17 06 03	Autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses	Stockage en CET I ⁽⁴⁾
17 08 01	Matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses	Stockage en CET I ⁽⁴⁾
17 09 01	Déchets de construction et de démolition contenant du mercure	Stockage en CET I ⁽⁴⁾
17 09 02	Déchets de construction et de démolition contenant des PCB (par exemple : mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs, contenant des PCB)	Stockage en CET I ⁽⁴⁾
17 09 03	Autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses	Stockage en CET I ⁽⁴⁾
20 01 21	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Stockage en CET I, recyclage
13 01 01	Huiles hydrauliques contenant des PCB	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 01 04	Autres huiles hydrauliques chlorées (émulsion)	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 01 05	Huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 01 09	Huiles hydrauliques chlorées à base minérale	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 01 10	Huiles hydrauliques non chlorées à base minérale	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 01 11	Huiles hydrauliques synthétiques	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage

Code de nomenclature	Désignation	Filières d'élimination ou valorisation
13 01 12	Huiles hydrauliques facilement biodégradables	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 01 13	Autres huiles hydrauliques	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 02 04	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 02 05	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 02 06	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 02 07	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 02 08	Autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 03 01	Huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 03 06	Huiles isolantes et fluides caloporteurs chlorés à base minérale autres que ceux visés à la rubrique 13 03 01	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 03 07	Huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 03 08	Huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 03 09	Huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage
13 03 10	Autres huiles isolantes et fluides caloporteurs	Incinération DIS, traitement en unité spécialisée, recyclage

⁽⁴⁾ Stockage en CET I après stabilisation